

8-

1

R.220

1-34.

LETTRE

D'UN ANGLOIS

A PARIS.

Engländer an

K

A LONDRES.

1787.





LETTRE
D'UN ANGLOIS
A PARIS.

Du 18 Mars 1787.

JE vous ai fait long - temps attendre ,
mon cher Mylord , la réponse que vous
désirez ; mais pour vous instruire , il fal-
loit m'instruire moi-même ; & ce n'étoit
pas l'affaire d'un jour.

Il est certain que jamais la Nation
Françoise ne s'est trouvée dans une telle
agitation ; les cœurs s'enflamment , les
têtes fermentent , les intérêts particuliers
forcent chaque individu de s'occuper de
l'intérêt général.

Un seul homme cause tous ces mou-

vemens ; lui seul a déchiré le voile qui couvroit les finances : ce voile obscur , sembloit cacher à la Nation l'ulcere qui la dévorait.

Que doit - on penser de son projet ? Est-ce un acte de témérité ? est-ce une œuvre de génie , produite par l'amour du bien public ?

En ce moment les opinions fugitives & agitées, formées par les passions des uns , alimentées par l'intrigue des autres , toutes soutenues par la crainte ou l'espoir, s'entre-choquent, se détruisent, s'anéantissent & reparoissent. Comment démêler l'opinion publique dans ce conflit tumultueux des opinions particulières ? D'après ce que j'ai entendu , d'après ce que j'ai vu , voici les principes d'après lesquels vous pouvez prévoir l'effet de la démarche que le Roi vient de faire.

Le Chancelier de l'Echiquier de France, après avoir appuré tout le passé , acquitté tout l'arriéré, veut approfondir sa situation ; il cherche à se former une idée juste de l'état des finances ; il scrute tous les comptes, pour fixer la balance de la recette & de la dépense : le résultat de ce travail lui découvre un déficit effrayant ; déficit accru chaque année par

les efforts onéreux, employés pour subvenir aux besoins du moment ; tandis que ces mêmes moyens de fournir à des dépenses toujours renaissantes, s'épuisoient & devenoient plus rigoureux, à mesure qu'ils devenoient plus nécessaires.

Quel parti devoit prendre l'Administrateur dans cette terrible position ?

Placé entre deux écueils également dangereux, quel étoit celui qu'il devoit éviter ?

Taire la situation réelle, tromper la Nation sur l'état des finances, flatter le Roi, en le plongeant dans une fausse sécurité ; pour la soutenir, inventer chaque jour des prestiges nouveaux ; réveiller, par des appâts séduisans, la cupidité des Prêteurs ; faire illusion aux Créanciers de l'Etat, au Souverain, au Peuple, & entraîner ainsi le Royaume dans un gouffre d'ignominie & de malheur : c'étoit le funeste parti qu'auroit pu prendre un Ministre, qui, bornant ses vues à son existence politique, craignant de la compromettre, & désirant garder sa place assez long-temps pour en obtenir une autre, n'eût voulu qu'en jouir sans tumulte, & la laisser tranquillement au successeur infor-

tuné, qui auroit été forcé de déshonorer à la fois la Nation & le Souverain.

Découvrir sans crainte & sans mystère la plaie de l'Etat, en montrer tout à la fois l'étendue & le remède aux yeux étonnés du Monarque, lui persuader que le seul moyen de prévenir l'écroulement de l'édifice, étoit de le reprendre sous œuvre dans toutes les parties, & d'en rétablir les fondemens; voilà une démarche hardie, d'un aspect peut-être audacieux, & qui pouvoit mettre la chose publique en danger, en montrant à l'Europe la France dans un état de détresse.

En telle occurrence, il étoit plus aisé de voir la nécessité de prendre un parti, que de le choisir.

L'indécision cependant ne pouvoit être longue : le premier système, suivi depuis long-temps, avoit sans cesse aggravé le mal; de plus longs délais retardoient à peine la crise, & préparoient une effroyable catastrophe : il étoit aussi pressant que nécessaire au salut de l'Etat d'apporter, dans la même main cette cruelle vérité, & un plan de restauration capable de rendre au Corps politique sa première vigueur.

Le Roi, en fixant ses regards sur le vaste

Empire qu'il gouverne , y découvroit plusieurs principes vicieux , qui devoient , à leur suite , amener sur la partie de la Nation la plus infortunée , sur celle qui , aux yeux des Rois comme à ceux de l'Etre suprême , est tout , quand le reste n'est qu'accessoire , sur le Peuple enfin , tous les fléaux de l'indigence. Ce Peuple , déjà courbé sous le faix de l'impôt , étoit encore avili , dans son opinion même , par d'iniques privilèges , qui , isolant quelques particuliers du malheur général , ajoutoient aux charges publiques le tourment de la honte & du mépris.

Parmi ces Corps privilégiés , répandus sur la surface de ce vaste Empire , il en existoit un , comblé de prérogatives , d'honneurs & d'exceptions ; il en existoit un , révérend des malheureux mêmes qui supportoient le poids de ces exceptions pécuniaires . . . Le Clergé avoit conservé des dehors d'indépendance , quand les temps avoient anéanti toutes les indépendances particulières. Seul , au milieu de l'Etat , il osoit présenter au Roi comme don volontaire & libre , ce que le reste des Peuples acquittoit comme devoir & service ; & tandis que le Noble ajoutoit aux impôts qu'il payoit , le sacrifice de sa vie ; tandis

que le Peuple uſoit la ſienne à fertilifer de ſes ſueurs les champs de ſes peres ; le Clergé tranquille & opulent , offroit paifiblement des prieres pour nos armées , enlevoit la dîme des moisſons , voyoit avec fierté les divers Corps de l'Etat ſ'emprefſer de mettre au pied du Trône leur exiſtence & leur fortune , lorsqu'il ſembloit n'accorder à ſon Roi que des dons émanés de ſa munificence.

Faut-il donc pour révéler les Miniſtres d'une Religion ſainte, accumuler ſur leurs têtes d'imménſes richesses ? & ira-t-on juſques dans le Temple du Seigneur apprendre à n'y honorer que l'exceſſive opulence ?

Non , non : il étoit temps de détruire ces preſtiges ; il étoit temps de ramener le Clergé aux maximes qu'il prêche au Peuple : c'étoit en réformant des abus que l'Etat pouvoit encore le ranimer ; il falloit donc les anéantir , ces privilèges odieux, qui , ſemblables aux plantes parasites, croiſſent à l'ombre de l'arbre utile , l'enlacent , dévorent ſa ſeve , ſ'élèvent par ſon ſecours , en vivant de ſa ſubſtance, & finiſſent par l'étouffer.

La Nobleſſe elle-même , avec la prééminence qu'elle mérite , & qui lui eſt due , conſervoit encore des reſtes d'exceptions

plus humiliantes pour les Peuples , qu'utiles à ses vrais intérêts ; mais , depuis longtemps accoutumée à placer son honneur & sa gloire dans la prospérité de l'Etat, ce n'étoit pas d'elle qu'on devoit attendre une longue résistance. Habitée aux sacrifices , ce qu'elle doit perdre , elle l'offrira toujours , lorsque la voix de l'intérêt public le lui demandera , lorsque celle de son Souverain se fera entendre à sa raison & à son cœur.

C'étoit donc dans le sein du désordre qu'il falloit trouver des ressources nouvelles : accroître le revenu public , de la destruction des abus particuliers, c'étoit faire jaillir une source de prospérités , du principe même des malheurs.

Mais comment devoit se conduire l'Administrateur forcé de découvrir à la France sa véritable situation ; l'Administrateur qu'un devoir impérieux obligeoit de frapper sur les privilégiés , & d'anéantir , non les honneurs qui leur sont dus , mais les exemptions qui les enrichissent ?

Comment ne pas prévoir , qu'attaquer à la fois tous les Corps les plus puissans , c'étoit se susciter d'innombrables ennemis , c'étoit les provoquer en même

temps aux pieds du trône & aux pieds des autels ?

Servir le Peuple aux dépens des Grands, c'est s'exposer à se trouver isolé pendant un siècle. Ce Peuple ne retrouve sa voix, pour bénir son bienfaiteur, que lorsqu'il est descendu dans la nuit du tombeau ; ce Peuple, abusé par ceux-mêmes qui lui nuisent, se réunit momentanément à eux contre le Ministre qui le sert : encore s'il étoit assuré d'achever son ouvrage ! mais la haine active & implacable des Corps qu'il attaque, peut lui ravir & sa gloire & sa place. Est-il éloigné pendant des troubles qu'on lui impute & au milieu d'établissmens divers qu'il laisse imparfaits ? il n'est, aux yeux du Philosophe, qu'un exemple malheureux des vicissitudes humaines ; aux yeux du Clergé, qu'il a osé braver, c'est un Ministre justement sacrifié ; aux yeux de la Noblesse, c'est un Ministre victime de son imprudence ; aux yeux du Peuple, c'est l'auteur, bientôt oublié, d'un projet que son inexécution met au rang des chimères.

Annoncer la crise de l'Etat dans un Edit de réformation envoyé simplement aux Cours parlementaires, c'eût été rendre le mal incurable, c'eût été ouvrir la porte aux réclamations de tous les genres, c'eût été différer le moment de la destruction

des abus ; & en retarder l'instant , étoit le moyen de les enraciner davantage.

Il s'agissoit de régénérer la Nation ; il falloit donc rappeler ces anciennes institutions qui avoient entouré son enfance , qui avoient embelli sa jeunesse dans les temps les plus orageux ; il falloit lui rendre toute son énergie , en lui rendant les formes primitives & cheres de son antique existence.

Il falloit ranimer son cœur par de si précieux souvenirs , & lui faire retrouver ses vertus , en lui rappelant que ce fut dans ces Assemblées vénérables , que la Nation , se pénétrant à l'envi & d'émulation & de zele , dévoua constamment & sans réserve son existence & sa fortune à la prospérité de l'Etat.

Pour anéantir d'antiques abus , il falloit recourir aux moyens respectés & chéris qui en avoient anéanti jadis de si pernicious ; il falloit réunir , sous les yeux du Monarque , des Notables de tous les Ordres de la Nation , & le montrer à son Peuple au milieu de cette auguste Assemblée.

Il étoit à craindre que les Corps mêmes qui devoient la composer , ne fussent soulevés , à l'aspect des sacrifices que l'Etat alloit exiger d'eux ; mais parmi ces Corps

divers , il en étoit qu'on pouvoit ramener & convaincre ; il en étoit dont on ne devoit pas craindre d'exciter l'implacable ressentiment ; c'étoit un motif de les réunir : le Roi alloit connoître ses vrais serviteurs , & l'Etat ses vrais ennemis. Une démarche aussi éclatante devoit laisser d'éternels souvenirs , qui survivroient au Ministre , quelle que fût sa destinée ; & dans ces réminiscences ineffables , il voyoit le gage assuré d'un bien à venir , que la haine la plus animée , que la vengeance la plus obstinée ne pouvoient étouffer.

Il se voyoit aussi de grandes ressources ; il travailloit sous les yeux d'un Maître dont la sage lenteur à se décider est le gage de sa constance à tenir sa résolution , sous les yeux d'un Roi essentiellement bon ; mais pénétré de cette vérité , que la fermeté dans le bien est la bonté des Souverains , d'un Roi enfin qui avoit long-temps consulté son cœur , & médité son plan , avant de le présenter à son Peuple & à l'Europe. Fort de cet unique , mais invincible appui , il n'hésite pas à proposer de convoquer au pied du Trône une Assemblée de Notables du Royaume , dont le choix fait assez voir qu'on a cherché la vérité , sans craindre les contradictions.

La foiblesse est amie des ténèbres ; l'obscurité , le mystère accompagnent & couvrent le pas de celui qui veut tromper ; c'est à la clarté du soleil que se montre la vérité ; & qui veut parler son langage , qui veut trouver en elle seule ses moyens & ses ressources , ne sauroit s'entourer de trop de surveillans.

Dans l'intervalle de la convocation & de l'ouverture de l'Assemblée , il étoit aisé de prévoir quels orages les ennemis du Ministre s'efforceroient d'attirer sur sa tête.

Déjà le Clergé alarmé prévoyoit les changemens qui le menaçoient ; la connoissance parfaite qu'ont ses chefs des abus qui leur sont utiles ; la possibilité de couvrir d'un voile respecté l'existence de ces mêmes abus ; la facilité de réunir la durée de leurs privilèges aux objets spirituels dont ils devroient uniquement s'occuper ; l'ignorance du Peuple , la facilité à l'émouvoir , l'ancienne habitude d'effrayer le Monarque , l'usage de perpétuer leur existence , par la terreur qu'ils imprimoient aux Ministres qui avoient voulu la changer ; l'espoir de confondre leurs réclamations avec l'intérêt de la Noblesse : telles étoient les armes de ce Corps redoutable, ou plutôt trop long-temps redouté.

Réunissez à cela tout ce que l'habitude de discuter , de gouverner de dominer , donne de talens & de lumieres; l'éloquence tonnante des uns , insinuante des autres , artificieuse de quelques - uns ; en général , cet art d'émouvoir sourdement les esprits , cette souplesse qui fait éviter le choc , pour conserver l'intégrité de ses prétentions , qui fait attendre , pour les faire reparoître , des circonstances critiques , & profiter du malheur de l'Etat , pour reprendre aussi - tôt sa première existence : à ces traits , vous reconnoîtrez que c'étoit là le principe des plus grands obstacles , le foyer de la résistance , l'ame de l'opposition.

Les divers objets qui devoient être soumis à la discussion de cette auguste Assemblée , n'ont été parfaitement connus qu'après le discours du Ministre qui les annonçoit. Je vous l'envoie ; vous jugerez , en le lisant , si les déclamations véhémentes & souvent boursoufflées de nos plus fameux Orateurs peuvent se comparer à cette noble élocution , à cette élégance naturelle , à cette élévation d'idées , à cette énergique rapidité de style , qui a fait admirer ce discours par les gens même les moins bénévoles.

Entrons dans le détail des principaux objets qu'il présente.

Ce n'est pas l'ouvrage d'un moment, que de redonner à une grande Nation son ancien patriotisme , & de faire revivre en elle l'amour du bien public, en lui rendant la faculté de s'en occuper. C'est par des moyens successifs & lents que l'on décompose une nation , qu'on éteint sa vie politique ; ce n'est pas dans un instant qu'on la reconstitue , qu'on la régénere.

Les siècles écoulés accumulèrent sur la France des charges immenses ; elles sont devenues si accablantes , qu'il n'est d'autre ressource pour les alléger , que celle qu'on peut tirer de l'énergie même de la Nation. C'est en lui rendant sa liberté constitutionnelle , qu'on peut lui faire recouvrer toute sa vigueur ; & ces tributs , que des Peuples forcés à une aveugle soumission ne se laissent arracher qu'avec douleur, seront offerts avec zèle par des Peuples éclairés sur les besoins publics, devenus les leurs, du moment qu'ils leur sont bien connus , & qu'ils sont appelés à en faire eux-mêmes la répartition avec autant d'intelligence que de justice.

Ce fut en annonçant l'établissement des assemblées provinciales , que le Roi

manifesta qu'il vouloit rendre à son Peuple toute son existence. Ces Assemblées désirées avec ardeur, & regardées comme le *Palladium* des Peuples, vont enfin être universellement établies.

Leur constitution, suivant l'idée du Ministre, étoit pure & conforme au droit naturel; & cependant on lui reproche d'avoir confondu tous les rangs. On devoit plutôt lui reprocher d'avoir répandu dans son Mémoire des idées encore trop nouvelles pour une Nation vieillie dans les préjugés, d'avoir plus consulté son cœur que son siècle. Ce n'est pas sans de grands efforts que l'on revient aux idées primitives, quand d'antiques préjugés ont mis les prestiges de l'orgueil à la place des premiers sentimens de la Nature.

Ces considérations s'il les avoit apperçues, auroient-elles dû l'arrêter? Les François, & sur-tout les François notables, peuvent le croire; mais un Anglois ne sauroit être de cet avis, & le mien est qu'une idée salutaire, qui choque les idées reçues, peut bien être étouffée par les réclamations du moment; mais elle n'est pas pour cela anéantie: c'est un diamant caché sous des ruines; le flambeau de la raison

raison saura l'y retrouver, & lui rendre son éclat.

Cette distinction des Ordres, à laquelle on attache ici une si grande importance, que produit-elle dans la plupart des Pays d'Etats, si ce n'est des despotes & des victimes? L'attribution à un seul Ordre de la présidence aux Assemblées provinciales, avoit donné le sceptre au Clergé, & laissoit la Noblesse dans une exclusion avilissante. N'étoit-ce pas un juste redressement que d'élever toutes les ames au même niveau, que de leur rendre leur primitive égalité, & de faire jouir chacun des co-intéressés, de l'influence qui lui appartient dans une élection où les rangs ne doivent être marqués que par les vertus, la capacité, & l'habileté à se rendre utile?

Cependant ce moyen a paru aux Notables inconstitutionnel & anti-monarchique. Un étranger a peine à le concevoir; & il n'entre pas dans ma tête, que faire dépendre d'un choix absolument libre la prééminence dans une Assemblée essentiellement patriotique, ce soit attaquer la consitution de l'Etat.

Elles existeront enfin ces salutaires Assemblées, non peut-être comme le Ministre vouloit les établir; mais au moins

elles existeront ; & j'ose croire qu'un jour on relira avec regret ce Mémoire populaire, aujourd'hui réprouvé ; mais qui, déposé sur sa tombe, y sera regardé par la postérité comme le trophée de ses sentimens.

On lui fait un autre reproche plus mérité ; c'est qu'en détruisant tant d'abus, en s'autorisant, pour les anéantir, du mal qu'ils causent, & en établissant, pour maintenir son ouvrage, des administrations paternelles, il laisse subsister les Etats dans les Provinces opprimées par les Etats.

Il en est où les Peuples chérissent cette forme d'administration ; il en est où elle leur est plus onéreuse qu'utile : pourquoi ne pas faire participer ces derniers aux bienfaits du Prince ? Comment n'avoir pas au moins imaginé un moyen, aussi simple que légal, de savoir si les Peuples des Provinces régies par les Etats vouloient conserver cette ancienne administration, ou adopter la nouvelle ?

Voilà ce que je blâme, voilà une faute, une vraie faute à dénoncer au Peuple François.

Je passe au second objet.

Le Mémoire sur l'impôt territorial en

nature fut présenté à l'Assemblée ; c'étoit à ce moment critique que le Clergé attendoit le Ministre, & se flattoit de l'écraser sous le poids de ses déclamations.

Ce Mémoire offre une foule de principes irréfragables & de conséquences nécessaires : ses résultats doivent séduire tout esprit non prévenu.

Mais ce même Mémoire contient des vérités cruelles, qui ont dû exciter toute l'animosité du Clergé. C'est dans cet écrit que, rendu à la Nation, il seroit placé avec la Noblesse, confondu avec elle, soumis, avec elle, aux impôts qu'elle supporte. Cette égalité est un outrage à ses yeux ; il se trouve avili, parce que ses immenses richesses vont subir les taxes imposées aux fortunes des défenseurs de la Patrie.

Il a senti que présenter ses prétentions dans toute leur étendue, c'étoit s'exposer à un combat inégal, c'étoit s'offrir sous l'odieux aspect d'un Corps étranger à l'Etat, qui se refuse de contribuer à sa défense.

Attaquer l'impôt en lui-même & dans ses formes, soutenir qu'il est injuste & impraticable, proscrire à jamais l'idée d'une subvention perçue en nature, lui

a paru être un moyen plus sûr de renverser le plan destructeur de ses privilèges, & de se ménager la possibilité de s'en ressaisir un jour. Le Clergé fait que la vie politique d'un Ministre est bornée, & que l'esprit des Corps est immortel. Ceci exige des développemens.

On a trouvé des difficultés insurmontables dans la subvention territoriale en nature. La crainte d'une perception trop dispendieuse, le défaut de bases certaines pour la classification des terres, les doutes sur l'évaluation des sommes que devoit produire la quotité demandée, & sur-tout l'inconvénient d'étendre l'imposition jusques sur les frais de culture; telles furent les raisons qui éloignèrent la Noblesse de l'accession à la subvention en nature. J'admire que le Clergé, qui les a fait valoir avec l'énergie la plus exagérée, n'ait pas senti que tout ce qu'il disoit contre cette espece de dixme royale, se rétorquoit avec avantage contre la dixme ecclésiastique, qui est beaucoup plus considérable; & que présenter l'une comme odieuse, comme insoutenable, comme pernicieuse à l'Agriculture, c'étoit prononcer la réprobation de l'autre; c'étoit porter anathème à son revenu le

plus précieux. Au surplus, j'avoue qu'en faisant des vœux pour que les Assemblées provinciales parvinssent à faciliter le moyen d'établir l'impôt en nature, j'aurois pensé que les besoins de l'Etat étant instans, il falloit d'abord voter pour l'impôt en argent, en laissant aux Assemblées provinciales le soin de témoigner leur vœu pour l'imposition en nature.

La plupart des Notables furent mus, en cette occurrence, par les vues générales; mais le Clergé, qui les animoit, l'étoit par des vues particulières.

Il lui étoit impossible de se soustraire à la loi qui l'assimiloit au reste des citoyens, si l'impôt en nature étoit établi; il n'en étoit pas de même, s'il étoit converti en argent: alors, pour le percevoir, il falloit classer les différens sols du royaume, & leur imposer une taxe proportionnée; c'étoit aux termes de ce travail que le Clergé comptoit préparer la renaissance de ses privilèges. Voici son projet. Lorsque la classification des terres du Royaume aura donné la connoissance exacte des sommes que le Clergé doit fournir à la contribution générale, il dira au Roi: Vous n'avez plus d'intérêt à la destruction de nos antiques privilèges, puisque nous of-

frons , en conservant nos formes , de verser au Trésor royal le contingent auquel nous sommes assujettis. Cette offre adoptée , le Clergé voit , dans les crises orageuses de l'Etat , les causes de son bonheur particulier ; il les attendra avec autant d'impatience que d'attention. Alors , en ces momens difficiles , il offrira des secours , un emprunt , un don gratuit , qu'on récompensera , en lui rendant sa première existence.

La connoissance de ce projet , de la possibilité même de son exécution , devroit à jamais empêcher le Gouvernement de consentir à l'impôt en argent , à moins qu'il ne trouvât le moyen de le rendre invariablement perceptible sur chaque corps de terre , & inconvertissable en abonnement.

Car quand il seroit vrai que le Clergé payera constamment la même subvention que les autres citoyens ; quand il seroit vrai qu'en conservant ses formes anciennes , elles ne serviroient jamais à en faire revivre les abus , il le seroit au moins autant , que le Ministre , qui , en privant tous les citoyens de leurs privilèges devenus nuisibles & reconnus pour tels , auroit la coupable lâcheté de respecter ceux du

Clergé, aviliroit , par cet acte seul , l'impôt qu'il voudroit établir, exciteroit le juste mécontentement de la Noblesse , & jetteroit sur tout son travail le vernis de la foiblesse , de l'injustice, de la pusillanimité. Il faut en convenir , on obvioit à ce danger , en établissant l'impôt en nature : j'ignore s'il est des moyens d'y parer également , quand l'impôt sera perçu en argent ; mais certainement le Clergé se flatte que sous ce mode , il lui sera plus facile de rentrer dans ses formes privilégiées. Il connoît le Ministre qu'il a en tête : il n'osera , je crois , lui offrir de se déshonorer ; mais il attendra son successeur. Le Roi seul peut déconcerter cet espoir & maintenir son ouvrage. Puisse la vérité parler toujours à son cœur ! puisse son flambeau ne point s'éteindre , malgré les efforts de ceux qui ne trouvent leur prospérité qu'en l'égarant !

Voilà , jusqu'à cet instant , l'état des choses.

Qu'il est difficile de se former , à Paris même , une idée juste & vraie de ce qui se passe réellement à l'Assemblée !

Qu'il est difficile d'imaginer avec quelle activité infernale sont fomentées, ourdies , & soutenues les diverses intrigues qui ont

pour objet de dénaturer les vues de bien-
 faisance présentées à l'Assemblée, pour en
 empêcher l'exécution ; de rendre odieux
 le Ministre qui les a conçues, pour entraî-
 ner dans sa chute celle de son projet ;
 de déguiser au Peuple ses vrais intérêts,
 pour lui arracher des murmures ; & de
 présenter ensuite ces murmures au Roi,
 comme le cri public, pour lui persuader
 qu'il ne peut l'appaiser qu'en sacrifiant
 celui qui l'occasionne, & en rappelant
 celui qu'on veut faire passer pour l'idole
 du Peuple, quoique le Peuple sache parfai-
 tement qu'il ne lui a jamais fait aucun bien !

Nation frivole ! Nation toujours abusée !
 Jusques à quand fermerez-vous les yeux à
 la lumière ? Jusques à quand serez-vous
 dupe & victime des ennemis de votre bon-
 heur ? Jusques à quand parviendront-ils à
 vous égarer au point de se servir de vous
 contre vous-même, & de se parer à vos
 yeux de leur résistance aux bienfaits qui
 vous sont destinés ?

Enfin, Mylord, pourrez-vous croire
 que, même en ce moment, au milieu du
 choc des opinions & des discours contra-
 dictoires que de toutes parts on affecte de
 répandre, il est presque impossible de savoir
 positivement quel fut sur tous les objets le

vœu

vœu de l'Assemblée ? Au moins une seule vérité est bien constatée , c'est qu'il a été résolu que le Clergé ne pouvoit se soustraire à l'imposition générale : mais croirez-vous que cet acte de simple justice est regardé ici comme une grande victoire ?

J'admire que , dans cette Nation , qui se croit la plus éclairée de toutes , on soit encore si peu avancé dans les sentiers de la raison , qu'on s'étonne qu'il y ait un homme assez courageux pour soutenir que les gens d'Eglise ne peuvent se soustraire aux charges publiques ; la force de la vérité leur en a , dit-on , arraché l'aveu ; mais ils espèrent que cet aveu n'aura aucune suite ; ils se flattent d'en anéantir l'effet par la chute absolue du projet qui les choque , & de son auteur , réduits ainsi à ne trouver leur salut que dans la ruine publique.

Pour y parvenir , on étouffe à dessein la connoissance des soulagemens que le Roi veut accorder , on empêche cette connoissance de parvenir au Peuple : à peine fait-il qu'une foule de droits demeureront supprimés ; que les impositions , plus également réparties , peseront moins sur la classe indigente ; que les impôts seront diminués de plus de trente millions , par le résultat total de l'opération.

Mais aussi pourquoi tous les projets du Ministre ne sont-ils pas publics ? Pourquoi leur publicité ne lui sert-elle pas de bouclier contre les traits des ennemis ? Quelle est donc cette étrange obscurité qui entoure l'Administration, quand elle ne veut être que juste & bienfaisante ? Pourquoi conserver, pour servir le Peuple, des dehors secrets & impénétrables dont s'entoureroient jusqu'ici ceux qui ont trahi ses intérêts ? Le Ministre du Peuple doit-il travailler dans les ténèbres ? doit-il voiler ses opérations, quand c'est en les publiant qu'il doit triompher ? Restes pernicieux d'un usage pervers ! L'Administration françoise, même en opérant le bien, ne peut se résoudre à publier celui qu'elle veut faire, & à mériter ainsi les vœux du Peuple & son suffrage.

Cependant les prestiges, dont on abusoit sa crédulité, se dissipent peu-à-peu ; s'il ne fait pas en détail ce que l'on veut faire pour lui, il commence à l'entrevoir, à s'indigner de l'opposition qu'on y apporte, à deviner d'où elle procède ; il pénétre les intérêts cachés qui l'excitent, & il craint que les efforts soutenus des adversaires n'aient un succès qui lui deviendrait funeste.

Je vous instruirai de tout ce qui arrivera ; je vous en parlerai toujours avec l'énergie d'un homme qui ne sait écrire que ce qu'il pense , mais qui ne veut rien taire. Vous connoîtrez les projets , les personnes qui les combattent, les raisons qui les font mouvoir ; je saurai tout, & je dirai tout. Je m'acquitterai de cette obligation avec zèle , parce que je crois utile à la vérité qu'elle soit connue , d'autant que je peux prévoir, sans crainte de me tromper, qu'elle triomphera des obstacles qui l'entourent : elle trouvera à la fin ses vrais appuis, ses vrais défenseurs. La voix du Peuple anéantira toutes les autres ; & n'est-il pas juste & naturel de présager que cette Noblesse elle-même, égarée par l'astuce de ceux qui veulent employer ses moyens à leur utilité personnelle, terminera ces tristes & inutiles débats, en se réunissant à son Roi ? C'est là le moment où s'éteindront toutes les discussions. Le Trône est le ralliement antique & cher de la Noblesse Française ; c'est là qu'elle déposera l'hommage toujours pur de ses sentimens : au milieu de tant d'orages , le Trône sera pour elle ce qu'est pour les vaisseaux agités par les tempêtes , le phare,

(28)

qui , à l'instant qu'il est apperçu , fixe tous
les regards , & annonce le port où il faut
chercher son salut.

F I N.

